

Pour la liberté d'expression et contre l'union sacrée

Le carnage perpétré au siège de *Charlie Hebdo* a suscité une vague d'indignation et de colère parfaitement légitime que nous partageons. Nous condamnons sans réserve ce massacre qui vise à semer la terreur et à réduire au silence des journalistes qui défendaient la liberté d'expression. Nous condamnons avec la même détermination la violence antisémite meurtrière qui s'est déchaînée contre les client-e-s du supermarché casher de la porte de Vincennes.

Nos pensées vont tout d'abord aux proches des victimes et nous leur exprimons tout notre soutien.

Ces attaques sont l'œuvre de fascistes religieux qui rêvent d'imposer leurs illusions mortifères à la société. Nous devons être très clairs en dénonçant sans réserve ce fanatisme. Nous combattons tous les fascismes, qu'ils prospèrent sur fond de nationalisme ou d'obscurantisme, et quels qu'en soient les guides ou les prophètes. Ils veulent terroriser, provoquer délibérément l'horreur et la peur, créer une situation de tension extrême. En cela ils sont parfaitement complices du FN et de l'extrême droite.

Et comme nous le redoutions, nous constatons dès à présent que cette tuerie sert de prétexte pour alimenter les discours racistes et justifier des attaques contre des lieux de culte musulmans.

Nous entendons déjà les scribouillards réactionnaires et les politiciens opportunistes reprendre en boucle la théorie fumeuse du « choc des civilisations » et profiter de cet événement pour renouveler leurs charges contre les immigré-e-s, les étranger-e-s, les musulman-e-s.

Nous ne sommes pas moins choqué-e-s de la récupération politique en particulier par le gouvernement Hollande. L'appel à « l'unité nationale » n'est rien de moins qu'une vaste opération de confusion visant à justifier :

- Les interventions militaires de la France en Irak, au Mali, en Centrafrique. Le but premier de ces interventions étaient de protéger les intérêts impérialistes des entreprises françaises dans ces régions et les dictateurs en place, pas de combattre le djihadisme, que la France n'a pas hésité à armer dans d'autres situations.

- Une nouvelle offensive liberticide. Comme après le 11 septembre 2001, les gouvernements en place vont, sous couvert d'antiterrorisme, imposer de nouveaux dispositifs de fichages, qui ont montré depuis qu'ils étaient majoritairement utilisés contre les militant-e-s politiques et syndicaux.

- La politique antisociale du gouvernement. En surfant sur le choc émotionnel qui nous touche toutes et tous, Valls et Hollande entendent bien faire passer au second plan leur politique austéritaire, en particulier le projet de loi Macron, qui sera présenté à



l'Assemblée nationale fin janvier et prévoit son nouveau lot de remises en cause des moyens de défense des salarié-e-s (prud'hommes, inspection du travail...), de facilitation des licenciements, de banalisation et de baisse de la rémunération du travail de nuit et du dimanche.

Plus généralement, parmi les forces politiques qui s'indignent aujourd'hui, bon nombre sont en grande partie responsables du climat délétère de par leur stigmatisation des travailleur-se-s immigré-e-s et de leurs enfants, en particulier lorsqu'ils sont supposés musulmans.

Cette récupération est d'autant plus indigne que les journalistes de *Charlie Hebdo* assassinés n'hésitaient pas à condamner les politiques des Hollande, Sarkozy ou Le Pen. S'il avait fallu écouter le PS et l'UMP, le FN aurait dû être invité à leur « marche républicaine » de dimanche. Qu'auraient pensé de tout cela les journalistes assassinés ?

Nous regrettons la transformation de la manifestation parisienne de dimanche dernier, initiée par les organisations antiracistes, en une « marche républicaine » dont Valls s'est voulu l'organisateur et où Sarkozy et 40 chefs d'Etat étrangers ont défilé.

Farouches opposants de « l'unité nationale » pour les raisons décrites plus haut, nous n'avons pas participé à cette marche. Il est de toute première urgence que celles et ceux qui sont révolté-e-s par cet attentat fasciste et refusent de défiler derrière Sarkozy et Valls, qui veulent résister au racisme et combattre les discriminations, qui s'opposent aux politiques sécuritaires et liberticides se regroupent et reprennent l'offensive.

Paris, le 10 janvier 2015,
Alternative Libertaire,
Mouvement des Objecteurs de Croissance,
Nouveau Parti Anticapitaliste,
Parti Communiste des Ouvriers de France